

Cahier des Clauses Administratif et Techniques Particulières

Acheteur public

Commune d'Anor

FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ NATUREL

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 Objet du marché public	3
1.2 Procédure de passation	3
1.3 Durée et forme du marché.....	3
1.4 Définition des intervenants	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC	4
ARTICLE 3 : INTÉGRATION ET ADMISSION DES NOUVEAUX SITES	4
ARTICLE 4 : AUTRES MISSIONS	5
4.1 Pour l'ensemble de ses points de livraison.....	5
4.1.1 Facturation	5
4.1.2 Aide à la gestion	5
4.1.3 Relation clientèle et commerciale de proximité.....	6
4.1.4 Relation avec les gestionnaires de réseaux	7
4.2 Autres services	7
ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES.....	7
5.1 Contenu des prix.....	7
5.2 Forme - Détermination des prix	8
5.3 Présentation des demandes de paiement.....	9
5.4 Modalité de règlement – Délai de paiement.....	10
5.5 Absence de paiement	10
ARTICLE 6 : INTERRUPTION DE FOURNITURE.....	10
ARTICLE 7 : ASSURANCE.....	10
ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITÉ	10
ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	10
ARTICLE 10 : FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS	11
ARTICLE 11 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ	11
9.1 Changement de dénomination sociale du titulaire	11
9.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ..	11
ARTICLE 12 : RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 13 : FORCE MAJEURE.....	12
9.3 Définition.....	12
9.4 La mise en œuvre.....	12
ARTICLE 14 : DÉROGATION DU CCAG FCS 2021	13

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché public

Le présent marché a pour objet : la fourniture de gaz naturel rendu site pour l'alimentation des points de livraison listés dans l'annexe 1 du présent CCATP, dont le périmètre pourra varier suivant les modalités définies à l'article 3, les services associés à la fourniture définis à l'article 4.

L'acheteur autorise les candidats à collecter auprès du gestionnaire de réseau les données techniques et les historiques de consommations pour l'ensemble du périmètre de consultation, constitué des PCE indiqués dans l'annexe 1 du CCATP.

1.2 Procédure de passation

Procédure adaptée (art. L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique).

1.3 Durée et forme du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois, 24 mois, 36 mois ou 48 mois.

La fourniture de gaz naturel prendra effet à compter du 15 juin 2024.

Variante	Début du marché	Fin du marché	Durée
1	15 juin 2024	14 juin 2025	12 mois
2	15 juin 2024	14 juin 2026	24 mois
3	15 juin 2024	14 juin 2027	36 mois
4	15 juin 2024	14 juin 2028	48 mois

1.4 Variante

Les variantes sont autorisées concernant la durée du marché pouvant aller jusqu'à 48 mois.

Quelle que soit l'offre remise le candidat peut remettre une offre sur une durée de 12 mois, 24 mois, 36 mois et 48 mois.

Variante	Début du marché	Fin du marché	Durée
1	15 juin 2024	14 juin 2025	12 mois
2	15 juin 2024	14 juin 2026	24 mois
3	15 juin 2024	14 juin 2027	36 mois
4	15 juin 2024	14 juin 2028	48 mois

Le contrat est traité à prix fixe.

Le prix fixe sera un prix de marché librement fixé par le fournisseur d'énergie.

Le prix fixe proposé restera identique sur toute la durée du contrat.

1.5 Définition des intervenants

Donneur d'ordre : La collectivité d'Anor est donneuse d'ordre pour les prestations. Elle est dénommée « acheteur ».

Le représentant de l'acheteur est Monsieur Jean-Luc PERAT, Maire de la commune d'Anor.

Cocontractant : Le titulaire du marché est dénommé « titulaire ».

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG FCS 2021, le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur le nom, la qualité et les fonctions des personnes ayant qualité pour le représenter au sens de l'article 3.4.1 du CCAG FCS 2021, 7 jours calendaires avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Ce marché public reprend les dispositions du CCAG Fournitures Courantes & Services 2021 qu'il complète, modifie ou déroge.

Il convient donc au titulaire de prendre connaissance de ces dispositions générales qui s'appliquent à lui.

Le CCAG FCS 2021 est librement et gratuitement consultable sur le site Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 3 : INTÉGRATION ET ADMISSION DES NOUVEAUX SITES

De nouveaux points de livraison pourront être intégrés - ou au contraire supprimés - lors de l'exécution du marché.

Le soumissionnaire indiquera dans sa réponse suivant quelles conditions.

1. L'annexe du présent CCATP présente le détail des points de livraison à alimenter connus à ce jour :
 - a. Ceux à alimenter dès le début et jusqu'à la fin du marché
 - b. Ceux connus à ce jour, qui intégreront le marché au moment de leur mise en service
 - c. Ceux connus à ce jour qui disparaîtraient pendant l'exécution du marché. Tous ces points de livraison sont pris en compte dans l'offre de prix du fournisseur, dans les conditions définies dans sa réponse.
2. Les points de livraison inconnus à ce jour devront pouvoir intégrer le marché au moment de leur mise en service dans des conditions préalablement définies par le titulaire dans sa réponse.

ARTICLE 4 : AUTRES MISSIONS

4.1 Pour l'ensemble de ses points de livraison

L'acheteur souhaite faire réaliser les services listés ci-après pour l'ensemble de ses points de livraison.

Ces services pourront, suivant les cas, faire ou non partie du prix de la fourniture.

La rémunération de ces services, si elle n'est pas incluse dans prix de la fourniture, sera chiffrée séparément par le soumissionnaire.

4.1.1 Facturation

En complément des données techniques et financières, le titulaire fera figurer sur ses factures les informations suivantes :

- Le nom de l'interlocuteur dédié à la gestion du contrat avec ses coordonnées : ligne téléphonique directe + adresse électronique + adresse courrier,
- Les indications permettant d'identifier si la facture est basée sur une relève réelle ou une relève estimée,
- Des graphiques pour suivre l'historique les évolutions de consommations et de facturation.

Les factures pourront être personnalisées en intégrant des données à la demande de l'acheteur telles que : le numéro du marché, le numéro du bon de commande, la référence du site (code invariant).

Dans le cas où l'acheteur a défini des regroupements de Points de Livraison, le titulaire émet des factures selon les regroupements définis.

La facture unique correspondant à ces regroupements comprend alors deux éléments :

- La facture proprement dite, qui est une pièce comptable permettant le règlement en une seule fois des montants afférents à un regroupement de Points de Livraison,
- L'annexe, qui détaille les informations pour chacun des Points de Livraison du regroupement.

Dans le cas où l'acheteur ne fournit aucun critère de regroupement, le titulaire établit une facture par Point de Livraison.

4.1.2 Aide à la gestion

Le titulaire du marché est tenu de mettre à la disposition de l'acheteur les outils d'aide à la gestion suivants :

Compte via un accès Internet :

Mise en place d'un compte par accès Internet dédié et sécurisé afin d'accéder aux informations relatives aux données :

- **Contrat, factures, etc...**
- **Historique des consommations en MWh ou en KWh,**
- **Alerte paramétrable en cas de dérive de consommations.**

Cet espace dédié devra permettre l'export de données sous format informatique compatible avec les outils de suivi en place chez l'acheteur.

Cet espace devra être multi accessible à plusieurs services utilisateurs chez l'acheteur, sans frais supplémentaires.

Il fera l'objet d'une réunion de présentation et d'un accompagnement pour sa mise en place auprès des différents services utilisateurs, dans le mois suivant la date de notification du marché.

Le soumissionnaire détaillera dans sa réponse sous la forme d'impressions d'écran ou mettra à disposition une base de démonstration.

Le candidat fournit dans sa réponse un exemple d'export de données.

Bilan annuel :

Le titulaire du marché établira annuellement un bilan financier et énergétique pour l'ensemble des sites du marché, accompagné d'un état récapitulatif par site des données de consommations et de facturation.

Ce bilan, fourni sous format électronique et papier sera présenté lors d'une réunion annuelle.

Ce bilan permettra :

- De détecter d'éventuelles anomalies de consommation et d'en rechercher les causes,
- D'identifier des sources d'économies d'énergie et planifier des actions,
- De définir des indicateurs en vue d'évaluer le résultat des actions entreprises,
- D'analyser les besoins actuels et futurs des sites du marché.

Le candidat fournit dans sa réponse un exemple de bilan.

4.1.3 Relation clientèle et commerciale de proximité

Le titulaire du marché est tenu d'assurer une relation client permanente et de qualité.

À ce titre, le candidat décrit la relation clientèle assurée par des interlocuteurs identifiés.

Cette relation client permettra :

- un accompagnement, a minima 1 fois par an, des décideurs de l'acheteur dans la maîtrise des consommations, la précarité énergétique, le développement durable, les écoquartiers.
- des rencontres périodiques (fréquence à déterminer : trimestrielle, semestrielle ou annuelle) avec les services techniques et les responsables du marché pour faire le point sur son exécution. Les points abordés seront :

- Le suivi de l'exécution du marché,
- L'évolution du périmètre du marché,
- L'analyse de dérives éventuelles,
- Les informations et conseils sur l'énergie,
- L'environnement et les nouvelles technologies,
- Les informations sur les évolutions réglementaires en lien avec le marché.

- Une rencontre « bilan annuel » au cours de laquelle seront remis les bilans annuels de consommations.
- Des interlocuteurs dédiés, pour toutes questions techniques et réglementaires, avec récapitulatif des coordonnées pour chacun :
 - Nom,
 - Adresse,
 - Numéro de téléphone – ligne directe,
 - Adresse électronique,

- Plage horaire de disponibilité,
- Coordonnées d'interlocuteurs en cas d'absence.

4.1.4 Relation avec les gestionnaires de réseaux

Le titulaire du marché s'engage à être l'intermédiaire auprès du gestionnaire de réseaux de manière à faciliter toute démarche technique et à assurer les prestations suivantes :

- Demande de modification de comptage
- Demande modification de pression
- Demande contrôle de la pression de livraison
- Modification du rythme de relève
- Traitement des litiges relatifs aux engagements
- Qualitatifs (pouvoir calorifique, ...)
- Traitement des litiges relatifs aux index (relève, transmission, ...)
- Demande de prestations particulières (changement du tarif d'acheminement notamment)

Pour une mise en service :

Le titulaire du marché transmet la demande de mise en service à l'exploitant distribution et confirme dès que possible, par écrit, la disponibilité de la fourniture.

Pour un changement de fournisseur :

Le titulaire du marché assure les formalités de changement de fournisseur auprès du distributeur afin qu'il n'y ait pas de rupture d'approvisionnement.

4.2 Autres services

En complément des services demandés à l'article 4.1, le soumissionnaire peut proposer des services complémentaires.

La rémunération de ces services, non incluse dans le prix de la fourniture, sera chiffrée séparément par le soumissionnaire.

Le soumissionnaire indiquera dans son offre les principales actions susceptibles d'être mises en œuvre et les moyens techniques et humains dont il disposera à cet effet.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES

5.1 Contenu des prix

Les prix correspondent à une fourniture de gaz naturel rendue site (c'est-à-dire au prix de la molécule de gaz acheminée jusqu'aux points de comptage) et aux services d'accompagnement inclus au contrat.

Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de ces prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels sujétions du titulaire.

Les prix seront donnés hors taxe.

La TVA et les éventuelles autres taxes applicables et leurs modalités d'application à la date de proposition de l'offre seront indiquées par le soumissionnaire dans sa réponse.

5.2 Forme - Détermination des prix

a) Date d'établissement des prix

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre par le soumissionnaire.

b) Forme des prix

Le prix de la fourniture comprend une partie abonnement, indépendante des quantités consommées, et le ou les prix des MWH consommés.

Ils intègrent les coûts d'acheminement transport et distribution jusqu'aux sites.

c) Variation des prix

L'abonnement et les termes proportionnels correspondant à la part des coûts de transport et de distribution seront révisés en fonction des évolutions réglementaires des tarifs d'acheminement.

Si entre la remise de l'offre de prix et le commencement de l'exécution du marché intervient une des dates de révision, le prix de la fourniture de gaz au commencement de l'exécution du marché sera celui indiqué au moment de la remise de l'offre, révisée suivant la formule retenue au marché.

d) Les prix de la fourniture, hors coût d'acheminement sont fermes

Le prix de la fourniture comprend la marge du Candidat et tous les frais liés à l'exécution du présent marché.

Le prix de la fourniture ne comprend pas le surcoût des CEE.

Si le candidat n'est pas en mesure de facturer de manière distincte le surcoût des CEE, alors, sur la facture, il applique l'alternative qu'il aura décrit dans son mémoire.

e) CEE

Les CEE classique et précarité sont présentés de manière « combinée », font l'objet d'une ligne spécifique sur la facture et sont exprimés en €TTC/MWh.

Dans le cas où le titulaire ne serait pas assujéti au dispositif CEE, alors aucun coût de CEE ne serait facturé durant la durée du marché. En cas de franchissement du seuil d'exemption par le titulaire pendant la durée du marché, l'exonération continuera de s'appliquer. Le Membre continuera de bénéficier de l'exonération.

Concernant la période de fourniture couverte par la 5ème période de fonctionnement du dispositif des Certificats d'économies d'énergie (CEE), qui a été publiée au Journal Officiel le 5 juin 2021 et couvrant la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025, le Titulaire applique la formule de prix unitaire suivante :

$$\text{Coût CEE} = [0,416 * (P_{\text{cee-c}} + 0,412 * P_{\text{cee-p}})]$$

0,416 : coefficient actuellement fixé par l'article R. 221-4 C. énergie pour les CEE « Classiques »

0,412 : coefficient actuellement fixé par l'article R. 221-4-1 C. énergie pour les CEE « Précarité »

P_{cee-c} : Prix en €TTC/MWhcumac des certificats d'énergie fixé par le Titulaire

P_{cee-p} : Prix en €TTC/MWhcumac des certificats d'énergie fixé par le Titulaire

En cas de changement de coefficient sur décision des pouvoirs publics, notamment pour une période ultérieure à celle précédemment citée, la composante CEE pourra être impactée.

5.3 Présentation des demandes de paiement

a) Modalité de règlement

Le titulaire émettra des factures mensuellement ou semestriellement pour chacun des points de livraison qui le concerne selon la fréquence du relevé effectué par l'opérateur de réseau.

Il pourra aussi être émis des factures à partir d'index estimés sous réserve qu'une régularisation annuelle à partir d'index relevés soit effectuée.

b) Demande de paiement

La transmission des factures se fait obligatoirement via Chorus pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de début de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La date de fin de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

Lors de la phase de bascule, le titulaire et l'acheteur se rapprochent pour envisager la faisabilité de l'échange des données informatisées, notamment le format d'échange des données selon les systèmes d'information utilisés par chacun.

Le montant de la facture doit tenir compte des variations éventuelles du taux ou de l'assiette des taxes applicables.

5.4 Modalité de règlement – Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande de paiement.

L'exactitude des mentions visées au 5.4.2 conditionne le règlement des prestations dans ce délai.

En cas de pièces et/ou d'informations manquantes, le délai de paiement sera suspendu jusqu'à la date d'obtention par l'acheteur des justificatifs qui auront été réclamés au titulaire.

En cas de désaccord sur une partie de la facturation entre le titulaire et l'acheteur, le paiement de la partie non contestée sera effectué par virement, déduction faite des éventuelles pénalités dues.

5.5 Absence de paiement

En l'absence de paiement intégral du montant de la facture à l'expiration de sa date limite de paiement, le titulaire bénéficie, de plein droit sur les sommes dues et sans qu'il soit besoin de mise en demeure :

- D'intérêts moratoires ramenés par jours de retard de paiement multipliée par la valeur journalière du taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points,
- D'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros HTT payables dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 6 : INTERRUPTION DE FOURNITURE

Dans le cas d'une interruption de fourniture du fait du fournisseur supérieur à 1 semaine, l'acheteur est susceptible de résilier le contrat de plein droit, pour faute du titulaire.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Le titulaire, les co-contractants, et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la constitution, puis en cours d'exécution d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les documents ou renseignements communiqués par l'acheteur à l'occasion du présent marché et à faire respecter cette obligation par ses sous-traitants éventuels en application de l'article 5.1 du CCAG.

De même, l'acheteur s'engage à ne pas divulguer les documents ou renseignements commercialement sensibles, tels que le détail des prix, communiqués par le titulaire à l'occasion du présent marché.

ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère

confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics, en application de l'article 5.2 du CCAG.

ARTICLE 10 : FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

La notification d'une décision ou d'une communication est obligatoirement effectuée par ordre de service par l'acheteur au titulaire.

Les ordres de service sont écrits, datés et numérotés.

Ils sont notifiés par voie dématérialisée sur une plateforme électronique ou une adresse mail transmise par le titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'OS.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous traitées sont adressées au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ

9.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'acheteur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

9.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'acheteur, qui ne pourra le refuser sans motif légitime.

Le titulaire doit en informer la direction dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au Greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance du sous-traitant et non par son courtier ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un R.I.B. pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- Un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion-absorption de la société correspondante.

La cession du marché acceptée par l'acheteur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 12 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le contrat pourra être résilié de plein droit par l'acheteur sans indemnité pour le titulaire, dans les conditions du chapitre 7 du CCAG FCS 2021.

Lors de la résiliation du marché, un relevé spécial du ou des compteurs est effectué aux frais de l'acheteur.

Ces frais sont à intégrer dans l'annexe financière à remplir par le soumissionnaire lors de la remise de son offre.

ARTICLE 13 : FORCE MAJEURE

9.3 Définition

Chaque partie est momentanément dédiée totalement ou partiellement de ses obligations au titre du marché à l'exception des éventuelles prestations dues à l'exploitant distribution, dans les cas suivants :

- Cas de force majeure, entendu au sens du marché comme tout événement extérieur à la volonté de la partie affectée, imprévisible, pouvant être surmonté par la mise en œuvre des efforts raisonnables auxquelles celle-ci est tenue en sa qualité d'opérateur prudent et raisonnable l'empêchant temporairement d'exécuter tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du marché. Un opérateur prudent et raisonnable est une personne agissant de bonne foi dans l'intention d'exécuter ses obligations contractuelles et qui, pour ce faire, met en œuvre les compétences, l'application, la prudence et la prévoyance qui sont raisonnablement et habituellement mises en œuvre par un professionnel compétent et expérimenté agissant conformément aux lois, réglementations et usages dans des circonstances et des conditions similaires.
- Dans les circonstances ci-après et sans qu'elles aient à réunir les critères de la force majeure, dans la mesure où leur survenance affecte la partie qui l'invoque et l'empêche d'exécuter tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du marché :
 - Bris de machine, accident grave d'exploitation ou de matériel qui ne résulte pas d'un défaut de maintenance ou d'une utilisation anormale des installations, fait d'un tiers affectant la production, l'importation, le transport, la distribution ou l'utilisation du gaz naturel, dont la survenance ne pouvait être raisonnablement prévue par la partie qui l'invoque agissant raisonnablement
- Fait de l'administration ou des pouvoirs publics tiers au marché, fait de guerre ou attentat.

9.4 La mise en œuvre

La partie affectée s'engage, dans les meilleurs délais après la survenance d'un événement tel que défini ci-dessus, à avertir l'autre partie et à lui fournir toute information utile sur les circonstances invoquées et leurs conséquences.

Les parties devront alors se rapprocher pour convenir ensemble de la suite à donner au contrat.

En l'absence d'un accord dans les 2 mois suivant cette rencontre, le médiateur de l'énergie ou le juge administratif tranchera la décision.

ARTICLE 14 : DÉROGATION DU CCAG FCS 2021

CCATP	CCAG FCS 2021

ANNEXE 1 – Liste des sites du présent marché

N°	Sites	Adresse	SIRET	CAR en MWh	PCE
1	MAIRIE	Place du Poilu - 59186 ANOR	21590012700014	36,273	01263531057986
2	ECOLE DANIEL VINCENT	44 rue d'Hirson - 59186 ANOR	21590012700014	75,556	01258900088305
3	ECOLE LES PETITS LOUPS	Rue du Revin - 59186 ANOR	21590012700014	38,966	01234298030863
4	ESPACE F.MITERRAND	41B rue Pasteur - 59186 ANOR	21590012700014	68,743	01261505008713
5	LA MALTERIE	Rue du Général De Gaulle - 59186 ANOR	21590012700014	21,247	01263241622392
6	GYMNASE-MAIRIE-ECOLE-FÊTES	414 rue de Momignies - 59186 ANOR	21590012700014	463,018	GI088417
7	CENTRE HEBERGEMENT VOCATION MULT	Rue Pasteur - 59186 ANOR	21590012700014	6,612	01261070855343
8	ESPACE ENTREPRISE	24 rue de la Verrerie Blanche - 59186 ANOR	21590012700014	10,843	01283212619230
9	EXTENTION ECOLE	11B rue Léo Lagrange - 59186 ANOR	21590012700014	15,733	01258755311043
10	SALLE POLYVALENTE	22 rue de la Verrerie Blanche - 59186 ANOR	21590012700014	58,710	01283357337085
11	CENTRE DE LOISIRS ET BIBLIOTHEQUE	Rue Pasteur - 59186 ANOR	21590012700014	76,601	01271345759217
12	CABINET MEDICAL	23 rue Pasteur - 59186 ANOR	21590012700014	11,615	01273516587444
				883,917	